

RECOMMANDATIONS POUR LE BUDGET FÉDÉRAL DE 2017

PRÉSENTATION AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 5 AOÛT 2016

RÉSUMÉ

Momentum est un organisme sans but lucratif situé à Calgary et qui a adopté une approche de développement économique communautaire (DEC) quant à la lutte contre la pauvreté. Enraciné dans l'idée que les défis sociaux, économiques et environnementaux sont interreliés, le DEC est une intervention communautaire devant engendrer des possibilités économiques qui réduisent aussi la pauvreté et le chômage, permettre la participation locale et améliorer la durabilité de l'environnement. En utilisant l'économie et le marché de façon novatrice, le DEC peut améliorer les conditions sociales, favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise. Momentum puise dans les principes du DEC afin d'aider des personnes et des familles à faible revenu à trouver des moyens de subsistance durables. Par l'entremise de nos programmes de développement des entreprises, de littératie financière et de formation professionnelle, nous aidons les participants à trouver un emploi gratifiant, à lancer une petite entreprise, à gérer et à épargner de l'argent.

Momentum est heureux de pouvoir contribuer au processus de consultation prébudgétaire fédéral de 2017. Un budget qui se concentre sur l'édification d'une économie locale diversifiée en utilisant des approches de DEC pourrait stimuler la croissance économique, contribuer à la protection de l'environnement, répondre aux priorités locales et faire en sorte que les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte. Nous avons été heureux de la présentation de plusieurs politiques percutantes par le gouvernement fédéral en 2016, dont la prestation fiscale pour enfants, et prévoyons d'autres projets positifs en 2017, telle une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Les recommandations suivantes aideraient tous les Canadiens, en particulier les plus vulnérables d'entre nous, à maximiser leurs contributions à la croissance économique du pays :

- 1. Travailler en collaboration avec les provinces et les territoires, à élaborer une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, qui s'attaque aux causes profondes de celle-ci.**
- 2. Renforcer la promotion des REEE et du Bon d'études canadien, afin de hausser les taux d'adhésion des familles canadiennes à faible revenu.**
- 3. Augmenter les investissements dans la formation pour l'emploi et l'acquisition de compétences, pour les Canadiens vulnérables, grâce à des transferts aux provinces et territoires, dans le cadre de l'entente sur le marché du travail.**

RECOMMANDATIONS

1. Travailler en collaboration avec les provinces et les territoires, à élaborer une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, qui s'attaque aux causes profondes de celle-ci

Au Canada, 4,8 millions de personnes vivent dans la pauvreté, en gros une sur sept¹. La proportion des enfants pauvres est même supérieure : presque un sur cinq². Les gens qui vivent dans la pauvreté sont aux prises avec des problèmes de santé, un bas niveau de qualité de vie, de la discrimination et de l'exclusion sociales, tout en ayant moins de possibilités, d'options. La pauvreté a aussi des répercussions sur nos collectivités. On estime que la pauvreté coûte aux Albertains entre 7,1 et 9,5 milliards de dollars chaque année – soit environ 4 % du PIB provincial en 2010 –, en services publics et en débouchés économiques perdus³. À l'échelle nationale, ce chiffre pourrait être aussi élevé que 30,5 milliards de dollars annuellement⁴. Sauf pour l'Alberta et la Colombie-Britannique, toutes les provinces et territoires du Canada ont des stratégies de lutte contre la pauvreté ou en élaborent une⁵. Le gouvernement fédéral est bien placé pour appuyer ces efforts, en raison de son ensemble particulier de pouvoirs et de sa position dominante unique.

Il faut adopter une stratégie globale qui s'attaque à la pauvreté d'une manière directe et significative, plutôt qu'en se concentrant sur ses symptômes. Cette stratégie devrait comprendre des objectifs mesurables, prévoir un plan d'exécution détaillé et entraîner des comptes rendus publics périodiques pour garantir la transparence. Le rétablissement récent du formulaire long du recensement donnera accès à des renseignements fiables et à jour, ce qui renforcera grandement la capacité de prendre des décisions éclairées et de concevoir, mettre en œuvre et évaluer les efforts de lutte contre la pauvreté à tous les niveaux gouvernementaux.

En outre, un plan fédéral de lutte contre la pauvreté doit être élaboré en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les groupes d'intervenants clés, pour faire en sorte que ce plan réponde aux besoins existants et nouveaux, puis soit en harmonie avec les politiques et programmes existants, tout en évitant le dédoublement, et qu'il les appuie. Nous sommes heureux d'entendre que le gouvernement du Canada procédera à des consultations afin de donner de l'information sur la création d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, et c'est avec plaisir que nous participerions dans le cadre de ce processus.

2. Renforcer la promotion des REEE et du Bon d'études canadien, afin de hausser les taux d'adhésion des familles canadiennes à faible revenu

L'accès à l'éducation, dont celle du niveau postsecondaire, est cruciale pour tous les Canadiens, en particulier ceux qui ont un faible revenu. Outil important de lutte contre la

¹ Canada, Statistique Canada, *Populations dans les ménages privés au Canada, mesure de faible revenu après impôt, Enquête nationale auprès des ménages 2011*, numéro 99-014-X2011043 du catalogue de Statistique Canada. Ottawa (Ontario), 2001, <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-eng.cfm?TABID=2&LANG=E&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GL=1&GID=1153210&GK=1&GRP=1&O=D&PID=106715&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temportal=2013&THEME=98&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>.

² Campaign 2000, *2015 Report Card on Child and Family Poverty in Canada: Let's End Child Poverty for Good*, 2015, p. 1, <http://campaign2000.ca/wp-content/uploads/2016/03/2015-Campaign2000-Report-Card-Final-English.pdf>.

³ Carol-Anne Hudson, *Poverty Costs 2.5: Investing in Albertans*, (Calgary: Vibrant Communities Calgary and Action to End Poverty in Alberta, 2014), p. 5.

⁴ Nathan Laurie, « The Cost of Poverty: An Analysis of the Economic Cost of Poverty in Ontario », Ontario Association of Food Banks (OAFB), 2008, p. 19, <http://www.oafb.ca/assets/pdfs/CostofPoverty.pdf>.

⁵ Canada sans pauvreté, <http://www.cwp-csp.ca/poverty/poverty-progress-profiles/>.

pauvreté, l'éducation peut ouvrir la porte aux emplois mieux rémunérés, à une mobilité socioéconomique accrue et à de meilleures possibilités d'avoir une vie plus saine et heureuse. Toutefois, beaucoup de Canadiens continuent de faire face à des obstacles financiers qui rendent les études postsecondaires (EPS) inabordables. En 2008, 36 % des élèves canadiens qui ont terminé leurs études secondaires n'ont pas opté pour le niveau postsecondaire à cause d'un obstacle financier⁶.

Le financement fondé sur une subvention offerte aux jeunes enfants pour des EPS, tel le Bon d'études canadien (BEC), joue un rôle important dans l'élimination de tels obstacles à une éducation supérieure. La recherche indique que les comptes d'épargne pour l'éducation des enfants, notamment les REEE dans lesquels les fonds du BEC sont investis, facilitent certes les économies pour les études postsecondaires, mais ils ont également des effets sur l'achèvement de l'école secondaire, le rendement scolaire, l'inscription aux établissements postsecondaires et l'achèvement de ces études. En fait, parmi les enfants qui prévoient obtenir un diplôme postsecondaire, ceux qui ont à leur nom un compte d'épargne pour leur éducation, p. ex. un REEE, ont six fois plus de chance d'atteindre leur objectif⁷.

En dépit des avantages des REEE, la participation des familles à bas revenu demeure faible, à 30 %⁸. L'adhésion au BEC n'est pas meilleure, à 29 %⁹, même si l'argent offert aux familles – jusqu'à 2 000 \$ par enfant – n'exige pas de contribution personnelle. Les fonds non réclamés du Bon d'études canadien représente environ 3 milliards de dollars que plus de 1,5 million d'enfants admissibles pourraient utiliser pour poursuivre leurs études. Bien que ces chiffres représentent des améliorations, et même si des données récentes indiquent que l'apparition du BEC a eu des effets sur le taux d'adhésion accru du REEE¹⁰, il faut faire davantage pour améliorer ces résultats.

En s'engageant à améliorer d'adhésion des REEE et du BEC chez les familles à faible revenu, le gouvernement du Canada peut aider à rendre les études postsecondaires plus accessibles à tous les Canadiens. Ce but pourrait être atteint en renforçant la promotion des REEE et du Bon d'études canadien. Parmi les points de départ potentiels se trouvent ceux-ci :

- Le gouvernement précédent a mis fin au programme Sensibilisation dans les communautés à l'épargne-études (SCEE), malgré les résultats solides affichés en ce qui concerne la croissance du taux d'adhésion au BEC. Relancer ce programme serait un premier pas pour un meilleur accès chez les Canadiens à faible revenu.
- Voir à ce que les trousseaux de Service Canada, l'entité fédérale responsable de la distribution des numéros d'assurance sociale aux nouveaux parents, contienne l'information sur le Bon d'études canadien et le REEE.

⁶ Canada, Statistique Canada, *Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation*, 2008, citation tirée du document de Global Growth Assets Inc. « Registered Education Savings Plan (RESP) », <http://globalgrowth.ca/marketing/new/RESP%20Fact%20Sheet.pdf>.

⁷ William Elliott III et Sondra G. Beverly, « The role of savings and wealth in reducing "wilt" between expectations and college attendance », *Journal of Children and Poverty* 17, n° 2, 2011, p. 165-185.

⁸ Canada, Emploi et développement social Canada, Direction générale de la politique stratégique et de la recherche, *Programme canadien pour l'épargne-études Savings Program (PCEE) : Rapports d'évaluation sommative*, 2015, http://www.edsc.gc.ca/fr/rapports/evaluations/2015/programme_canadien_epargne_etudes.page?&_ga=1.210900821.1993813427.1465335757#h2.6-h3.1.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

3. Augmenter les investissements dans la formation pour l'emploi et l'acquisition de compétences, pour les Canadiens vulnérables, grâce à des transferts aux provinces et territoires, dans le cadre de l'entente sur le marché du travail

Une main-d'œuvre compétente, inclusive est un facteur clé d'une économie diversifiée et robuste. Toute stratégie économique doit donc contenir des éléments qui visent les Canadiens plus vulnérables, dont ceux vivant dans la pauvreté ou qui sont plus exposés à ce risque. Les programmes de formation axés sur l'emploi et les compétences offrent des occasions aux personnes qui sont sous-représentées dans la main-d'œuvre ou se heurtent à des obstacles à l'emploi, afin qu'ils aillent au-delà de l'aide sociale ou des emplois peu rémunérés et aient des liens permanents avec le marché du travail. De tels programmes aident les personnes à parvenir à l'autonomie financière, à devenir des contribuables et à apporter une contribution à long terme à l'économie. Pendant une période de ralentissement économique et de hausse du chômage, ces programmes peuvent également aider les personnes à être mieux préparées à se joindre à la population active lorsque l'économie se rétablit.

Momentum a une compréhension immédiate des avantages de tels programmes. Notre propre programme de formation professionnelle pour les immigrants et les Autochtones a aidé plus de 1 000 diplômés à se lancer dans une carrière de charpentier, de mécanicien de matériel lourd, d'électricien, de plombier et de tuyauteur. Le programme a fait ses preuves, ayant permis aux participants de se trouver un emploi intéressant, de devenir apprenti et de ne pas tomber sous le seuil de la pauvreté. Le programme affiche de solides résultats du côté de l'emploi et des contrats d'apprentissage, partiellement en raison de ses partenariats réussis avec les employeurs industriels locaux. Le programme offre aussi un rendement économique à la société. Une étude sur le rendement de l'investissement indique que la portion du gouvernement de l'Alberta pour l'investissement dans le programme de formation professionnelle de Momentum a permis en seulement trois ans de retourner de l'argent au trésor provincial, grâce aux impôts supérieurs payés par les diplômés.

Par conséquent, il nous a plu de voir le gouvernement fédéral investir 50 millions de dollars de plus dans les Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi (EDSC) dans son budget de 2016. Nous louons également le gouvernement de ses efforts pour consulter les provinces, les territoires et les intervenants, afin d'améliorer les ententes sur le marché du travail et ultimement de renforcer la programmation du marché du travail. Toutefois, beaucoup plus peut être fait pour assurer que le financement transféré grâce à ces ententes appuie les possibilités de formation pour les Canadiens vulnérables et ceux qui sont sous-représentés dans la main-d'œuvre, entre autres, les immigrants, les Autochtones et les femmes.

En fait, l'introduction des EDSC, dont la Subvention canadienne pour l'emploi (SCE) est la pierre angulaire, a déplacé l'attention, éloignant des possibilités de formation pour les Canadiens vulnérables, en faveur de ceux déjà employés. Une constatation clé présentée lors de l'examen de la deuxième année du Forum des ministres du marché du travail de la SCE a été que la majeure partie de l'argent de cette subvention a soutenu des participants qui étaient déjà employés¹¹. En Alberta, entre octobre 2014 et août 2015, seulement un pour cent des participants étaient en chômage avant la formation obtenue¹². C'est parce que les employeurs ont tendance à chercher dans leurs rangs ou parmi ceux qui sont déjà étroitement liés au marché du travail au moment d'accéder à la Subvention.

¹¹ Goss Gilroy Inc, « Examen de la deuxième année de la Subvention canadienne pour l'emploi : Rapport pancanadien – version finale », document préparé pour le Forum des ministres du marché du travail, 2016, p. iv, <http://www.flmm-fmmt.ca/CMFiles/CJG%20Year%20Two%20Review%20Final%20Report%20FR.pdf>.

¹² *Ibid.*, 46.

De nombreux territoires et provinces ont également signalé que le financement, antérieurement consacré à la programmation pour les populations qui manquent aujourd'hui de services de la SCE, avait été orienté vers la Subvention lors de l'apparition de celle-ci¹³. Avant l'instauration de la Subvention canadienne pour l'emploi, les investissements effectués par l'intermédiaire des ententes sur le marché du travail (EMT) représentaient une part importante des budgets provinciaux pour l'emploi et la formation. Toutefois, avec la SCE qui est maintenant financée par des fonds antérieurement alloués à de tels budgets, les programmes axés sur les Albertains vulnérables sont affectés par des coupures considérables. Dans le cadre de l'EMT, l'Alberta recevait environ 57 millions de dollars pour les programmes et services de l'emploi. Pendant que s'opère la transition de ces fonds, depuis ces programmes et aux fins du réinvestissement dans la SCE, à un rythme de quelque 8,5 millions de dollars annuellement, un total de 34 millions de dollars de financement sera reporté d'ici 2018.

Pour assurer que les Canadiens vulnérables bénéficient d'un accès équitable à des possibilités d'acquisition d'importantes compétences, nous avons recommandé que le gouvernement du Canada augmente son investissement dans une telle formation pour les Canadiens vulnérables, par le truchement de transferts aux provinces et aux territoires, grâce à l'Entente sur le marché du travail. Nous recommandons aussi que le gouvernement travaille avec les provinces et territoires à modifier les Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi. De telles modifications devraient comprendre :

- Davantage de souplesse, afin que les provinces et territoires puissent se servir du financement afin d'adapter les programmes en fonction de leurs besoins et contexte uniques.
- Un retrait de cibles de financement (c.-à-d. le pourcentage obligatoire de l'argent du transfert à allouer annuellement à la SCE), afin que les provinces et territoires puissent allouer ces montants à une gamme plus étendue de programmes.
- Une réorientation du langage et des intentions, depuis une formation pilotée par l'employeur, vers une formation à laquelle participe l'employeur.

**Si vous désirez des renseignements supplémentaires, voici nos coordonnées :
Gestionnaire des politiques publiques de Momentum :**

Courtney Hare
courtneyh@momentum.org
Tél. : 403-204-6180
16, 2936 Radcliffe Drive S.-E.
Calgary (Alberta) T2A 6M8
www.momentum.org

¹³ *Ibid.*